

Art. 2. Les intérêts bruts à liquider à la date de valeur de l'adjudication sont calculés selon la formule :

— pour l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 4 % — 22 janvier 2000 » :

capital nominal \times 4 % \times 127/360;

— pour l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 6,25 % — 28 mars 2007 » :

capital nominal \times 6,25 % \times 61/360.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 26 mai 1997.
Bruxelles, le 27 mai 1997.

Ph. MAYSTADT

Art. 2. De bruto interesten te betalen op de valutadatum van de toewijzing worden berekend als volgt :

— voor de lening genaamd « Lineaire obligaties 4 % — 22 januari 2000 » :

nominaal kapitaal \times 4 % \times 127/360;

— voor de lening genaamd « Lineaire obligaties 6,25 % — 28 maart 2007 » :

nominaal kapitaal \times 6,25 % \times 61/360.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 26 mei 1997.
Brussel, 27 mei 1997.

Ph. MAYSTADT

**MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

F. 97 — 1048

[S - C - 97/22178]

31 JANVIER 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 12 août 1994 portant exécution de l'article 51ter de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, notamment l'article 51ter, modifié par l'arrêté royal du 16 décembre 1996;

Vu l'avis du comité de gestion du Fonds des accidents du travail donné le 16 décembre 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, émis le 15 janvier 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989 et la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1997 et qu'il convient de prendre d'urgence les mesures administratives nécessaires pour l'exécution de ces dispositions;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 12 août 1994 portant exécution de l'article 51ter de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail est complété comme suit :

"3^o l'accord entériné : soit, pour les accidents visés à l'article 45quater, alinéas premier et trois, de la loi, l'accord entériné fixant les allocations d'incapacité permanente de travail, soit, pour les accidents visés à l'article 45quater, alinéas deux et quatre, de la loi, l'accord entériné fixant les allocations d'incapacité permanente de travail, après révision;

4^o la date de consolidation : soit, pour les accidents visés à l'article 45quater, alinéas premier et deux, de la loi, la date à laquelle la victime a droit pour la première fois à une allocation d'incapacité permanente de travail de moins de 10 p.c., soit, pour les accidents visés à l'article 45quater, alinéas trois et quatre, de la loi, la date à laquelle la victime a droit pour la première fois à une allocation d'incapacité permanente de travail d'au moins 10 p.c. mais de moins de 16 p.c."

Art. 2. A l'article 2 du même arrêté, les termes "capital correspondant à l'allocation et à la rente diminuées conformément à l'article 24, alinéa trois, de la loi" sont remplacés par les termes "capital correspondant à l'allocation et à la rente diminuées le cas échéant conformément à l'article 24, alinéa trois, de la loi et indexées le cas échéant conformément à l'article 27bis, alinéa quatre, de la loi".

Art. 3. A l'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 11 janvier 1996, les termes "Le capital est calculé" sont remplacés par les termes "Pour les accidents visés à l'article 45quater, alinéas premier et deux, de la loi, le capital est calculé".

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

N. 97 — 1048

[S - C - 97/22178]

31 JANUARI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 tot uitvoering van artikel 51ter van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, inzonderheid op artikel 51ter, gewijzigd door het koninklijk besluit van 16 december 1996;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Fonds voor Arbeidsongevallen gegeven op 16 december 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 15 januari 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989 en de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bepalingen van dit besluit in werking treden op 1 januari 1997 en het gepast voorkomt dringend de nodige administratieve maatregelen te treffen voor de uitvoering van deze bepalingen;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 tot uitvoering van artikel 51ter van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 wordt aangevuld als volgt :

"3^o bekrachtigde overeenkomst : hetzij, voor de ongevallen bedoeld in artikel 45quater, eerste en derde lid, van de wet, de bekrachtigde overeenkomst die de vergoedingen wegens blijvende arbeidsongeschiktheid vaststelt, hetzij, voor de ongevallen, bedoeld in artikel 45quater, tweede en vierde lid, van de wet, de bekrachtigde overeenkomst die de vergoedingen wegens blijvende arbeidsongeschiktheid na herziening vaststelt;

4^o datum van consolidatie : hetzij, voor de ongevallen bedoeld in artikel 45quater, eerste en tweede lid, van de wet, de datum waarop getroffene voor het eerst recht heeft op een vergoeding wegens een blijvende arbeidsongeschiktheid van minder dan 10 pct., hetzij, voor de ongevallen bedoeld in artikel 45quater, derde en vierde lid, van de wet, de datum waarop getroffene voor het eerst recht heeft op een vergoeding wegens een blijvende arbeidsongeschiktheid van minstens 10 pct. en minder dan 16 pct."

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden "kapitaal, overeenstemmend met de overeenkomstig artikel 24, derde lid, van de wet verminderde vergoeding en rente" vervangen door de woorden "kapitaal, overeenstemmend met de vergoeding en rente, desgevallend verminderd overeenkomstig artikel 24, derde lid, van de wet en desgevallend geïndexeerd overeenkomstig artikel 27bis, vierde lid, van de wet".

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 11 januari 1996, worden de woorden "Het kapitaal wordt berekend" vervangen door de woorden "Voor de ongevallen, bedoeld bij artikel 45quater, eerste en tweede lid, van de wet wordt het kapitaal berekend".

Art. 4. Dans le même arrêté, il est inséré un article *3bis*, libellé comme suit :

" Pour les accidents visés à l'article 45*quater*, alinéas trois et quatre, de la loi et survenus à partir du 1^{er} janvier 1988, le capital est calculé conformément au barème visé à l'article 20*bis*, 3^e, de l'arrêté royal du 21 décembre 1971 portant exécution de certaines dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail et en fonction de l'âge de la victime au premier jour du mois qui suit celui de l'entérinement de l'accord ou qui suit celui où la décision judiciaire est coulée en force de chose jugée.

Par dérogation à la disposition de l'article 2, alinéa quatre, de l'arrêté royal du 24 décembre 1987 portant exécution des articles 42, alinéa deux, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, relatif au paiement des allocations annuelles, des rentes et des allocations, les allocations annuelles échues correspondant au mois qui suit celui de l'entérinement de l'accord ou qui suit celui où la décision judiciaire est coulée en force de chose jugée sont payées par l'assureur. Cette allocation est déduite du capital à verser.

Pour les accidents visés à l'article 45*quater*, alinéas trois et quatre, de la loi et survenus avant le 1^{er} janvier 1988, le capital est calculé conformément au barème visé à l'article 20*quater*, alinéa deux, de l'arrêté royal du 21 décembre 1971 portant exécution de certaines dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail et en fonction de l'âge de la victime au premier jour du trimestre qui suit celui de l'entérinement de l'accord ou qui suit celui où la décision judiciaire est coulée en force de chose jugée".

Art. 5. A l'article 4 du même arrêté, les termes "10 p.c." sont remplacés par les termes "16 p.c." et les termes "à l'article 3" sont remplacés par les termes "aux articles 3 et *3bis*".

Art. 6. A l'article 4 du même arrêté, il est inséré entre l'alinéa deux et l'alinéa trois un alinéa libellé comme suit :

" L'alinéa précédent est également applicable en cas de proposition de révision du taux d'incapacité à un taux égal ou supérieur à 10 p.c. mais inférieur à 16 p.c. pour les accidents visés à l'article 45*quater*, alinéas premier et deux, de la loi, pour lesquels un accord entériné à une date antérieure au 1^{er} janvier 1997 ou une décision judiciaire coulée en force de chose jugée avant cette date a fixé une indemnisation sur la base d'un taux d'incapacité de travail de moins de 10-p.c. "

Art. 7. L'article 6 du même arrêté est abrogé.

Art. 8. Pour les accidents visés à l'article 45 *quater*, alinéas trois et quatre, de la loi pour lesquels le Fonds entérine l'accord et adresse à l'assureur une copie de l'accord entériné pendant la période allant du 1^{er} janvier 1997 à la date de publication du présent arrêté au *Moniteur belge* ou pour lesquels est intervenue une décision judiciaire fixant l'allocation annuelle et coulée en force de chose jugée au cours de la période précitée, le versement du capital doit s'effectuer au plus tard dans les deux mois de la date de cette publication.

Pour les accidents visés à l'article 45*quater*, alinéas trois et quatre, de la loi pour lesquels l'assureur a déjà payé des arrérages en 1997, le capital à verser au Fonds est diminué desdits arrérages.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1997.

Art. 10. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 janvier 1997.

ALBERT

Par le Roi :
La Ministre des Affaires sociales,
Mme DE GALAN

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt een artikel *3bis* ingevoegd, luidend als volgt :

" Voor de ongevallen, bedoeld bij artikel 45*quater*, derde en vierde lid, van de wet, en die zijn overkomen vanaf 1 januari 1988, wordt het kapitaal berekend overeenkomstig het barema bedoeld in artikel 20*bis*, 3^e van het koninklijk besluit van 21 december 1971 houdende uitvoering van sommige bepalingen van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 en in functie van de leeftijd van de getroffen op de eerste dag van de maand volgend op deze waarin de overeenkomst bekrachtigd wordt of de gerechtelijke uitspraak in kracht van gewijsde is getreden.

In afwijking op de bepaling van artikel 2, vierde lid, van het koninklijk besluit van 24 december 1987 tot uitvoering van artikel 42, tweede lid, van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 betreffende de uitbetaling van de jaarlijkse vergoedingen, van de renten en van de bijlagen worden de vervallen jaarlijkse vergoedingen voor de maand volgend op deze waarin de overeenkomst bekrachtigd wordt of de gerechtelijke uitspraak in kracht van gewijsde treedt uitbetaald door de verzekeraar. Deze vergoeding wordt in mindering gebracht van het te storten kapitaal.

Voor de ongevallen, bedoeld bij artikel 45*quater*, derde en vierde lid, van de wet, en die zijn overkomen voor 1 januari 1988, wordt het kapitaal berekend overeenkomstig het barema bedoeld in artikel 20*quater*, tweede lid, van het koninklijk besluit van 21 december 1971 houdende uitvoering van sommige bepalingen van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 en in functie van de leeftijd van de getroffen op de eerste dag van het trimester volgend op dat waarin de overeenkomst bekrachtigd wordt of de gerechtelijke uitspraak in kracht van gewijsde is getreden".

Art. 5. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de woorden "10 pct." vervangen door de woorden "16 pct." en worden de woorden "artikel 3" vervangen door de woorden "de artikelen 3 en *3bis*".

Art. 6. In artikel 4 van hetzelfde besluit wordt tussen het tweede en het derde lid, een lid ingevoegd, luidend als volgt :

" Het voorgaande lid vindt eveneens toepassing in geval van voorstel tot herziening van de ongeschiktheidsgraad tot een graad gelijk aan of hoger dan 10 pct. en minder dan 16 pct. voor de ongevallen bedoeld bij artikel 45*quater*, eerste en tweede lid, van de wet, waarvoor een bekrachtigde overeenkomst met datum voor 1 januari 1997 of een voor deze datum in kracht van gewijsde getreden gerechtelijke beslissing een vergoeding heeft vastgesteld op basis van een arbeidsongeschiktheidsgraad van minder dan 10 pct. "

Art. 7. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 8. Voor de ongevallen bedoeld in artikel 45*quater*, derde en vierde lid, van de wet waarvoor het Fonds de overeenkomst bekrachtigt en aan de verzekeraar eer. afschrift van de bekrachtigde overeenkomst zendt in de periode van 1 januari 1997 tot de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* of waarvoor een gerechtelijke beslissing is genomen die de jaarlijkse vergoeding vaststelt en welke in de loop van de voornoemde periode in kracht van gewijsde treedt, dient de storting van het kapitaal te gebeuren uiterlijk binnen de twee maanden vanaf de datum van die bekendmaking.

Voor de ongevallen bedoeld in artikel 45*quater*, derde en vierde lid, van de wet, waarvoor de verzekeraar in 1997 reeds achterstallig betaald heeft, wordt het aan het Fonds te storten kapitaal verminderd met bedoelde achterstallig.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997.

Art. 10. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 januari 1997.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN